

## **La FHP alerte sur les menaces qui pèsent sur les moyens de la formation des professionnels de santé**

**Alors que le Gouvernement multiplie les annonces sur l'attractivité des métiers du soin, les signaux adressés concernant la formation sont en totale contradiction avec les ambitions affichées et les besoins des établissements de santé. La FHP alerte sur les risques immédiats liés aux restrictions budgétaires imposées aux OPCO, en particulier à l'OPCO Santé, et appelle à reconsidérer urgemment la formation comme un investissement capital pour bâtir la société du soin de demain.**

La perspective de coupes drastiques dans les financements des opérateurs de compétences, dans un contexte déjà tendu, affaiblit durablement la capacité du système de santé à former les professionnels dont il a besoin. Cette réduction des moyens alloués à la formation professionnelle entretient un déséquilibre inquiétant entre les besoins massifs de recrutement et les capacités réelles de formation. Le secteur sanitaire, en tension chronique, n'a pourtant jamais autant eu besoin de professionnels qualifiés.

A la lecture du projet de loi de finances et du décret portant sur le financement de la période de reconversion succédant à la Pro-A, nous redoutons une diminution majeure de l'enveloppe dédiée au nouveau dispositif de promotion interne la portant de 30 millions à 2 millions d'euros par an au bénéfice des professionnels de santé du secteur couvert par l'OPCO santé.

Concrètement, certaines régions anticipent déjà une baisse du nombre de places dès la rentrée 2026, faute de financement. Ce retrait brutal pourrait se traduire par la suppression de **10 000 parcours de formation** vers des métiers en tension, notamment aides-soignants, infirmiers et éducateurs spécialisés. À moyen terme, ce sont les capacités des établissements à maintenir leur activité et à garantir l'accès aux soins dans les territoires qui sont en jeu.

Cette logique purement comptable est incompatible avec les défis auxquels fait face notre système de santé. La FHP appelle à défendre une politique de formation ambitieuse, construite autour du dialogue social, dans une perspective pluriannuelle et territorialisée. Elle réaffirme son plein soutien à l'OPCO Santé, dont les missions sont essentielles pour répondre à la crise des vocations, soutenir l'attractivité des métiers et sécuriser l'avenir des établissements de santé.

*« Dans le secteur de la santé, la logique est simple : sans professionnel de santé, pas de prise en charge des patients ! On ne peut pas prétendre lutter contre la crise des vocations en fragilisant ceux qui permettent de former, d'accompagner et de qualifier les soignants de demain. Il faut continuer d'ouvrir des places, en cohérence avec les immenses besoins que nous avons. Il faut avoir les moyens. Les*

### **A propos de la FHP**

La FHP regroupe 1 030 cliniques et hôpitaux privés qui assurent chaque année la prise en charge de 9 millions de patients. Environ 170 000 salariés (personnels de soins, administratifs et techniciens) travaillent dans les établissements de santé privés et 40 000 médecins y exercent. Enfin, plus de 2,5 millions de patients sont accueillis chaque année dans plus de 122 services d'urgences.

**Communiqué de presse**  
Paris, le 12 décembre 2025

*territoires, déjà confrontés à un “mur démographique” avec des départs massifs à la retraite, ne peuvent se permettre une baisse des quotas de formation. Il ne s’agit pas d’un sujet technique mais d’un enjeu stratégique et fondamental d’égalité d’accès aux soins. Il est urgent de remettre du sens, de la cohérence et de la stabilité dans la politique de formation du secteur. »* **Lamine Gharbi**, Président de la FHP.

**A propos de la FHP**

La FHP regroupe 1 030 cliniques et hôpitaux privés qui assurent chaque année la prise en charge de 9 millions de patients. Environ 170 000 salariés (personnels de soins, administratifs et techniciens) travaillent dans les établissements de santé privés et 40 000 médecins y exercent. Enfin, plus de 2,5 millions de patients sont accueillis chaque année dans plus de 122 services d’urgences.